

Quoi qu'il en soit, cela n'a pas d'importance. M. Ells a déclaré que l'épreuve avait coûté \$500,000.

L'hon. M. CRERAR: J'ai cru comprendre que M. Ells avait dit quelque part que cette épreuve faite en Grande-Bretagne avait coûté \$500,000 à la compagnie.

M. MacNICOL: Non. J'ai sa déclaration sous la main. Il n'a pas dit qui avait versé l'argent. J'avais l'impression que l'épreuve avait coûté \$500,000 au Gouvernement. Si je me trompe, qu'on me corrige.

Le ministre des Munitions et approvisionnements nous a dit que le 21 mars je crois,—ses paroles sont au compte rendu,—le Gouvernement avait affecté jusqu'à cette date \$900,000 aux travaux exécutés à Fort-McMurray. C'est probablement exact, d'après ses paroles d'aujourd'hui. Voici maintenant un autre crédit d'un demi-million et je compte l'appuyer. Au total l'Etat a donc consacré plusieurs millions de dollars à l'exploitation des sables pétrolifères ou bitumineux,—on leur donne les deux appellations,—de l'Alberta.

Pourquoi le Gouvernement s'est-il engagé dans cette entreprise? Je me pose la question. Mais cherchons un peu. Le ministre nous a dit aujourd'hui,—et ce me semble parfaitement vrai,—que le Gouvernement y a été poussé par la rareté de pétrole et les exigences de la guerre. Qu'on me permette ici de formuler une opinion: Je m'oppose absolument à l'établissement par l'Etat d'usines de ce genre, car, qu'il s'agisse d'une, de deux ou de trois d'entre elles, on n'arrivera jamais à les exploiter aussi économiquement que pourrait le faire l'industrie privée. La chose est impossible. Il y manque une véritable direction. Point n'est besoin de se forcer pour obtenir des résultats dans une entreprise d'Etat. Quand j'entends préconiser l'exploitation d'usines par l'Etat, je me rappelle mes trente années et plus d'expérience dans l'industrie. De tels propos me font peine à entendre. Voici un exemple d'une entreprise dont le coût a dépassé toutes les bornes tout simplement parce qu'elle relevait de l'Etat.

Pourquoi le Gouvernement s'est-il lancé dans cette entreprise? Dans son témoignage devant le comité, le 30 novembre 1943, M. Haanel a dit ce qui suit:

Jusqu'en 1930, les découvertes de nouveaux gisements pétrolifères permettaient de répondre à l'accroissement de la demande. Depuis cette date, elles ont diminué, au point que depuis plusieurs années elle ne représentent aux Etats-Unis que le tiers de la consommation.

Ce fait, entre autres, explique la nécessité de l'exploitation pétrolière à Fort-McMurray. Il a également déclaré que la production de

pétrole du Canada, en 1941, s'était élevée à 10.1 millions de barils et ses importations à 55.4 millions de barils, soit 87 p. 100 de ses besoins. Voilà une bonne raison pour engager notre pays à produire du pétrole par tous les moyens possibles. Une source excellente de ce produit, c'est le sable bitumineux de l'Alberta.

J'arrive maintenant à l'entente conclue le 1er avril 1943. Le ministre en a parlé. En voici le premier alinéa:

Attendu que le régisseur des huiles du ministère des Munitions et approvisionnements a recommandé au Gouvernement, afin de poursuivre plus efficacement la guerre dans laquelle Sa Majesté est présentement engagée, de mener des enquêtes sur toutes les sources de pétrole du Canada et de les exploiter si la chose est jugée possible.

Nous avions les meilleures raisons, à cause de ce crédit, de nous efforcer dans la mesure du possible de produire du pétrole de quelque source que ce soit et en particulier à Fort McMurray, si, comme je suis porté à le croire, l'extraction y était pratique. Le Gouvernement a donc décidé d'agir. Ce n'est pas à l'aveuglette qu'il a conclu une entente avec du ministre. Le 30 novembre, au comité, un Abasand. Ici, je rectifierai une déclaration haut fonctionnaire a mis mes paroles en doute, mais je les répéterai catégoriquement et sans ménagement. L'Abasand Company avec laquelle le Gouvernement a conclu une entente n'est pas celle qui a construit l'usine en 1942. La Couronne a pris la succession de la compagnie, mais à ma connaissance, aucun dirigeant de l'Abasand Company ne travaille dans cette usine à l'heure actuelle. M. Max Ball, l'ancien directeur, est aux Etats-Unis. L'employé qui le suivait en importance demeure à Edmonton. Il se peut que quelques ouvriers de l'ancienne société aient conservé leurs emplois. L'usine est exploitée par le Gouvernement et non par l'Abasand Company de la première heure. Autant que je sache, elle n'y est plus aucunement intéressée et n'est plus responsable de l'exploitation.

J'ai dit, il y a un moment, que le Gouvernement n'y était pas allé à l'aveuglette. Il a chargé la Consolidated Mining & Smelting Company d'étudier les possibilités, ce que la compagnie a fait. Je me suis rendu sur les lieux en 1942. J'ai parlé avec les ingénieurs à l'œuvre. Je les ai vus poursuivre leurs recherches. Le ministre nous a fait connaître leurs recommandations et le résultat de leurs travaux. Pour bien souligner je formulerai quelques remarques en marge du rapport. Voici ce qu'il dit:

(1) Quant au procédé...

Le ministre nous a dit qu'on avait érigé une nouvelle usine. Je voudrais des faits et